

L'appauvrissement des retraités

À la lecture de l'article intitulé « LES RETRAITÉS PLUS PAUVRES », écrit par Francis Vailles et publié dans le journal La Presse du 29 décembre 2006, une mise au point s'impose.

Pour y voir clair dans l'appauvrissement des retraités, il faut traiter une catégorie à la fois, avec toutes les particularités qui s'y rattachent et surtout ne pas omettre de dire ce que ces salariés de l'époque ont dû consentir en prévision de leur retraite et ce, durant toute leur carrière.

Les retraités des secteurs public et parapublic ont leurs propres régimes de retraite et les obligations qui en découlent ne sont pas celles du secteur privé. Il importe aussi de distinguer les régimes à prestations déterminées et les régimes à cotisations déterminées. En matière d'obligations, dans le cas des retraités des secteurs public et parapublic, il faut considérer que tous les facteurs pouvant influencer les taux de cotisation ont été pris en compte par les actuaires de la CARRA.

Pour bien comprendre l'essence d'un fonds de retraite, il faut savoir que c'est du salaire différé. Ainsi, à la retraite, les retraités retirent le salaire mis en attente par eux et pour eux. Les employés au travail remplissent actuellement leur propre bas de laine.

Ce salaire différé est constitué de deux éléments : la part du gouvernement et la part des employés. La part du gouvernement, au lieu d'être investie dans un fonds distinct, fut empruntée aux employés de l'État et utilisée pour payer des hôpitaux, écoles, routes, etc. Le gouvernement a fait le choix de ne pas verser sa part dans le fonds des employés. Il a préféré considérer cet argent comme un emprunt. Aujourd'hui, lorsqu'il paie une part des rentes de retraite des retraités des secteurs public et parapublic, il ne fait que rembourser ses emprunts. Les employés et les retraités de l'État ont autant droit au remboursement de leurs avoirs que les banquiers de New York ont droit au remboursement de leurs prêts.

La part des retraités et de tous les employés de l'État fut déduite à la source sur leur chèque de paye. Pour les régimes de retraite RREGOP et RRPE, (environ 127 000 retraités et 450 000 cotisants) ces déductions à la source furent déposées à la CARRA et ont obtenu un taux de rendement moyen de 9,76% au cours des 33 dernières années. Pour les autres régimes de retraite (environ 60 000 retraités et 20 000 cotisants), le gouvernement a utilisé ces déductions à la source pour payer là aussi des autoroutes ou des hôpitaux en retour d'un engagement de sa part de verser en totalité les rentes de retraite de ces régimes. Dans ce dernier cas, ces sont des employés sous contrat avant 1973.

Il faut se rappeler que si les rentes des retraités des secteurs public et parapublic étaient pleinement indexées avant la récession et les coupes salariales de 1982, elles n'ont jamais exigé un taux de cotisation au-delà de quelque 8%. Il importe de préciser également que la désindexation partielle décrétée en 1982 était basée sur un faux prétexte, soit celui du taux d'inflation et des taux d'intérêt élevés. Ce que le gouvernement de l'époque a omis de dire, c'est que le rendement obtenu par la CARRA, pour la même période, était nettement supérieur à celui de l'inflation. Les fonds de retraite s'enrichissaient donc au lieu de s'appauvrir.

Quand l'actuaire Danielle Éthier mentionne «qu'il faut que les gens comptent sur eux aussi, en mettant de l'argent de côté dans leur REER», sait-elle que les retraités des secteurs public et parapublic ont dû vivre avec la contrainte du plafonnement de leur contribution au REER, plafond qui était d'ailleurs l'addition de leur cotisation à leur régime de retraite et de leur investissement personnel? Sait-elle aussi que ces mêmes employés du temps ont dû consentir à un salaire moins rondet à cause justement de ce bénéfice marginal qu'était leur régime de retraite?

En guise de conclusion, c'est à une table de discussion entre Gouvernement et retraités que tous ces points doivent être apportés pour faire la lumière sur l'indexation des rentes de retraite des retraités de l'État et ces travaux devraient être rendus publics.

Aline Couillard

Vice-présidente de l'Association démocratique des retraités (ADR)

2 janvier 2007